

# Gaz fossile : Les Amis de la Terre d'écryptent la fabrique de la dépendance

Dossier de la rédaction de H2o  
 Avril 2024

Les Amis de la Terre France publie avec le soutien de cinq organisations (Beyond Fossil Fuels, Food and Water Action Europe, Razom We Stand et Reclaim Finance) un rapport sur le gaz fossile : "Gaz fossile : la fabrique de la dépendance. Comment l'industrie fossile et l'État nous enferment dans un modèle énergétique insoutenable". La France est devenue un maillon essentiel du marché du gaz russe. En pratiquant le "transbordement" [transfert de GNL d'un navire à un autre sans le regazifier ; le gaz transbordé n'est pas comptabilisé dans les flux transitant par la France, contrairement au gaz importé puis réexporté], elle permet à la Russie d'exporter plus de gaz, ce qui finance la guerre et n'a rien à voir avec l'approvisionnement de la France. Alors que la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), attendue en 2024, doit définir notre trajectoire énergétique pour la prochaine décennie, "il est encore temps de refuser de s'enfermer dans cette dépendance dévastatrice pour le climat, les droits humains et l'économie en choisissant une autre voie", clament les Amis de la Terre, qui formule dix-sept recommandations.

Troisième plus grande consommatrice de gaz fossile et première importatrice de GNL (gaz naturel liquéfié) de l'Union européenne, la France n'a pas engagé les politiques nécessaires pour diminuer fortement et durablement sa consommation, dénonce l'organisation. "Au contraire, les politiques énergétiques passées et le discours actuel le présentent comme une énergie de transition. [...] En 2022, suite à l'invasion russe de l'Ukraine, ce narratif fallacieux s'est doublé d'un nouveau mythe : le GNL permettrait de se passer de gaz russe et serait donc facteur d'indépendance énergétique justifiant ainsi l'explosion des importations (+ 80 %). Pourtant, la réalité est toute autre : d'une part, l'État français, les entreprises et les banques étaient impliqués depuis des années dans le développement du GNL, dont les importations ont explosé une première fois en 2018-2019. D'autre part, les importations de GNL depuis la Russie ont augmenté en 2022 et sont restées élevées en 2023. Par ailleurs, le terminal de Montoir de Bretagne fournit un service clé pour le commerce de gaz russe qui n'a rien à voir avec la sécurité d'approvisionnement : le transbordement du gaz depuis les bateaux brise-glaces empruntant la route maritime du Nord vers des méthaniers classiques qui l'exportent ailleurs dans le monde, permettant ainsi une plus grande rotation des brise-glaces."

L'organisation dénonce une ultime instrumentalisation de la guerre en Ukraine puisque la nécessité de se passer de gaz russe sert de justification à des dizaines de projets d'augmentation des capacités d'importation de GNL à travers l'Europe, verrouillant les systèmes énergétiques pour de nombreuses années. En France, en plus du terminal flottant au Havre mis en service en octobre 2023, six projets ont fait discrètement surface. Ils pourraient augmenter la capacité d'importation française de GNL de 75 % par rapport à 2021. Ceci alors même que les capacités actuelles sont suffisantes pour couvrir nos consommations en gaz fossile et la demande baisse.

Rapport Gaz fossile : la fabrique de la dépendance